

Économie Politique

Les *Cahiers de lecture* de Proudhon témoignent d'une vaste culture économique accumulée frénétiquement. Le philosophe s'est jeté à corps perdu dans la lecture des économistes comme à la recherche de la solution que seule cette science était, pour lui, en mesure de donner à ses questions sur la propriété. Cependant, ses préoccupations sur la légitimité de l'aubaine ne trouvent que peu d'échos dans ses lectures comme dans ses rencontres ultérieures avec les économistes. En effet, à l'époque l'économie politique cherche à s'institutionnaliser en délimitant son champ et, ce faisant, se démarque toujours davantage des questions de morale. À contre-courant, Proudhon entendait affirmer que l'économie politique était d'abord une économie sociale qui ne peut se penser indépendamment de la question du droit. Ainsi, interrompt-il sa lecture des *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses* de Cournot par cette phrase : « Ceci est peu intéressant pour moi [...] ce que je veux savoir, c'est si les mathématiques peuvent servir à démontrer la moralité ou l'immoralité, la possibilité ou l'impossibilité de l'inégalité des conditions. Le calcul répond toujours à ce qu'on lui demande sans doute : si je dois avoir 99 parts, lorsque les autres se partagent la 100^e, le calcul servira à régler mes intérêts en toute matière. Mais si j'ai droit d'avoir 99, c'est autre chose » (*Cahier X*, p.27 cité par Pierre Hauptmann, *P.-J. Proudhon, sa vie et sa pensée*, Beauchesne, 1982, p.243, n.6).

On peut donc penser que Proudhon construit son socialisme sur la base de l'immense espérance déçue qu'il avait placée dans cette science et ses écrits sont traversés par cette opposition entre son attachement à l'Économie politique et son combat contre ceux qui la pratiquent.

Ce qui écarte Proudhon des économistes est sans doute d'abord, sa problématique centrée sur la Justice, c'est-à-dire sur la légitimité ou la non-légitimité des pratiques économiques, et non sur leurs modalités de fonctionnement. Ainsi, le rôle de l'économie sociale sera, dans un premier temps, de mettre en évidence les *lois réelles* de l'échange qui, corrompues par la propriété, ne se révèlent qu'occasionnellement ou de façon latente dans le système capitaliste. En effet, « La société est ou *officielle* ou *réelle*. La société *officielle* est ce monde tel qu'il nous apparaît [...]. La société *réelle* est cette société qui vit et se développe suivant des lois absolues, immuables, qui soutient de sa vie cette croûte passagère et purulente que nous appelons la société [...] C'est notre esprit qui seul change d'idées au fur et à mesure que les lois sociales se révèlent à lui. C'est notre esprit qui après avoir modifié ses concepts, modifie la société *officielle* qui est son œuvre et qui doit à la fin, s'identifier, se fondre avec la société *réelle*, devenir adéquate à elle » (*Carnets*, II, 272-273). Ainsi, poser comme lois ce qui ne sont que des pratiques, des routines, participe d'un procédé de légitimation et non de la science tant il semble évident que, contrairement à ce qu'affirme le discours libéral, l'économie capitaliste est impossible sans le recours à l'État en tant que force coercitive, voire à l'Église en tant qu'appareil idéologique. L'économie sociale doit donc se construire dans une démarche critique permettant de révéler ce que sont les *lois réelles* de l'économie en fonction desquelles il sera possible de déterminer les formes politiques, juridiques et sociales de la société socialiste (société en accord avec les lois de la raison comme de la morale, et donc, sans État ni Église) puisque « de tout temps, la constitution politique a été le reflet de l'organisme économique, et la destinée des États réglée en raison des qualités et des défauts de cet organisme » (*Manuel du spéculateur à la Bourse*, Garnier, 4^{ème} édition, 1857, p.21).

Cette méthode démarque Proudhon des économistes tout en le laissant à distance des socialistes car si « L'économie politique incline à la consécration de l'égoïsme ; le socialisme penche vers l'exaltation de la communauté. Les économistes [...] sont optimistes quant aux faits accomplis ; les socialistes quant aux faits à accomplir. Les premiers affirment que ce qui doit être est, les seconds que ce qui doit être n'est pas » (*Contr. éco.*, I, 68-69).

C'est donc par une synthèse des pensées socialiste et économique que Proudhon compte dégager les fondements de l'économie sociale. Les économistes, ayant forgé les outils indispensables à l'élaboration d'une véritable science sociale, sont impardonnables de n'avoir pas su les utiliser autrement qu'au profit d'une vaste entreprise de légitimation de l'indéfendable vol propriétaire : « Les économistes [...] ont décrit les phénomènes, constaté leurs accidents et leurs rapports ; ils ont

remarqué, en plusieurs circonstances, un caractère de nécessité qui les leur a fait appeler lois ; et cet ensemble de connaissances, saisies sur les manifestations pour ainsi dire les plus naïves de la société, constitue l'économie politique. L'économie politique est donc l'histoire naturelle des coutumes, traditions, pratiques et routines les plus apparentes et les plus universellement accréditées de l'humanité, en ce qui concerne la production et la distribution de la richesse » (*ibid.*, I, 67).

Il faut donc adopter une analyse nouvelle, qui construirait la science sociale en utilisant les matériaux les plus adaptés, c'est-à-dire ceux de l'économie politique, tout en détruisant par la critique la manière dont elle les utilise, c'est-à-dire en mettant en évidence les erreurs dont le redressement réconcilierait le fait et le droit : « Si donc je démontre, que l'économie politique, avec toutes ses hypothèses contradictoires et ses conclusions équivoques, n'est rien qu'une organisation du privilège et de la misère, j'aurai prouvé par cela même qu'elle contient implicitement la promesse d'une organisation du travail et de l'égalité, puisque, comme on l'a dit, toute contradiction systématique est l'annonce d'une composition ; bien plus, j'aurai posé les bases de cette composition. Donc, enfin, exposer le système des contradictions économiques, c'est jeter les fondements de l'association universelle, dire comment les produits de l'œuvre collective sont sortis de la société, c'est expliquer comment il sera possible de les y faire rentrer ; montrer la genèse des problèmes de production et de répartition, c'est préparer la solution » (*ibid.*, I, 136). Il s'agit donc de rendre l'économie féconde puisque « l'exemple donné par Say a porté ses fruits : l'économie politique, au point où elle est parvenue, ressemble à l'ontologie ; discourant des effets et des causes, elle ne sait rien, n'explique rien, ne conclut rien. Ce que l'on a décoré du nom de lois économiques se réduit à quelques généralités triviales, auxquelles on a cru donner un air de profondeur en les revêtant d'un style précieux et argot ; quant aux solutions que les économistes ont essayées des problèmes sociaux, tout ce que l'on peut dire est que, si leurs élucubrations sortent parfois du niais, c'est pour tomber dans l'absurde. Depuis vingt-cinq ans l'économie politique, comme un épais brouillard, pèse sur la France, arrêtant l'essor des esprits et comprimant la liberté » (*Prem. Mém.*, 231). Cependant, « L'Économie politique, par cela même qu'elle organise la misère, est déjà organisation du travail : elle a une valeur positive, malgré ses antinomies, et précisément par l'ensemble de ses antinomies ; -et toute théorie qui la nie, est inintelligente, absurde » (*Carnets*, I, 159).

Si l'économie politique telle qu'elle est pratiquée ne se justifie en rien, le seul mérite des socialistes est de l'avoir constaté et Proudhon comptait bien être le premier socialiste à « défier la critique économiste, parce que [ses] principes sont ceux de l'Économie politique, plus une synthèse encore inconnue » (*ibid.*, I, 161).

Cependant, à l'opposition intellectuelle du départ va s'ajouter une révolte, voire une revanche personnelle. En effet, les relations de Proudhon avec les économistes de son temps furent nourries d'une succession d'espoirs et de déceptions.

La réaction plutôt encourageante d'Adolphe Blanqui (frère d'Auguste) à son premier mémoire sur la propriété laissa peut-être penser à Proudhon que sitôt qu'on les entretiendrait de science, les économistes accepteraient le dialogue. Ce ne fut donc pas sans une certaine excitation qu'il répondit favorablement à l'invitation de Joseph Garnier (beau-frère d'Adolphe et Auguste Blanqui) quand celui-ci le convia à des banquets de la Société d'Économie politique. Il y rencontra alors le Tout-Paris économiste et si tous, beaucoup s'en faut, n'acceptaient pas le franc-comtois comme un des leurs, Proudhon vit dans ces invitations la reconnaissance de son travail en tant que travail scientifique. Ainsi déclarait-il le 20 mars 1844 : « J'ai l'espoir, assez bien fondé, ce me semble, non de faire mon chemin dans la carrière des emplois -il faudrait presque une révolution pour que cette carrière me fut ouverte- mais d'acquérir une certaine considération dans le monde philosophique » (*Cor.*, II, 124). Il poursuit dans une lettre à Bergmann : « J'ai fait connaissance avec la coterie économique, car il faut appeler les choses par leur nom, et je suis inscrit au rôle. Il y a là de bons garçons, hommes instruits, de bon sens, de goût, avec lesquels il y a plaisir à se rencontrer. Je ne puis que gagner à ces relations. Guillaumin, le libraire, est le pivot de la confrérie. Il m'a fait des avances, et je compte traiter avec lui pour ma prochaine publication... » (*ibid.*, II, 126). Proudhon se crut sans doute alors relativement bien intégré à la gent économiste, et s'engagea envers Guillaumin

à n'user à l'égard de ceux avec qui il avait « partagé le pain et le sel » que de critiques polies et académiques. Ce fut peine perdue, sa verve et ses critiques emportèrent tous les engagements, et Guillaumin dut s'excuser de la publication du *Système des contradictions économiques* en rejetant la faute sur J. Garnier. Proudhon vit dans cette levée de boucliers bien plus que du corporatisme, une véritable conspiration motivée par un aveuglement idéologique doublé de projets carriéristes ou, pire encore, le signe de leur ignorance. Ainsi nota t-il dans ses carnets : « Économistes, vous voulez des chaires... Noble ambition ! Mais qu'enseignerez-vous ? vous ne le savez pas encore ; et je porte le défi à aucun de vous de le dire... » (*Carnets*, I, 280). Les notes sur les économistes se chargèrent dès lors d'un contenu passionnel, la critique économique le disputant à l'insulte : « Économistes, êtres suffisants sans entrailles, dépourvus de sens moral, tartuffes de philanthropie, flagorneurs du capital et du pouvoir ; parasites, piqueurs d'assiettes du bourgeoisisme » (*ibid.*, III, 297).

La lutte contre les économistes devint dès lors la priorité et les socialistes, auxquels Proudhon reprochait d'abord de ne pas les avoir lus, se virent désormais reprocher de ne pas les avoir combattus : « Les ennemis de la société sont les Économistes. - Ce n'était pas au Luxembourg que L. Blanc devait appeler ses bandes, mais à l'Institut, académie des sciences morales et politiques. Là sont les vrais ennemis du genre humain. [...] La boutique de Guillaumin ! Ce sont ces gens-là qui [...] font toute la force du pouvoir, des dynasties et du clergé. C'est là qu'il faut frapper » (*ibid.*, III, 209).

De plus, à la violence symbolique à laquelle il fut sans doute confronté, l'homme du peuple, ancien comptable des Gauthier, répond en affirmant le primat de son expérience concrète de l'économie : « [...] pour ma part, j'ose dire qu'avec le tour de mon imagination et placé comme je suis, je vois plus de choses de mon bureau qu'un professeur de sa chaire » (Lettre à Garnier du 28 septembre 1843 citée par Charles-Augustin Sainte-Beuve, *Proudhon, sa vie et sa correspondance 1838-1848*, 1872, p.202), ou encore, « deux ans de pratique au comptoir, ajoutés à quatre années d'atelier, donnent à mes paroles au moins autant d'autorité qu'aux leçons de M. Blanqui ou de Rossi, qui jamais n'ont mis la main à la pâte ? » (cité par Édouard Dolléans, *Proudhon*, Gallimard, NRF, 1948, p.86).

Les économistes redevinrent donc, après un court temps de grâce, une secte obtuse repliée sur elle même, le parti de la bourgeoisie. Ainsi, Proudhon nota t-il dans ses *Carnets* : « ÉCONOMISTES. [...] - Ah ! Il leur faut des chaires, des places, des missions, des ministères, un parti ! - Le parti du monopole ! la liberté du monopole ! Ah ! racaille... La parole à l'Institut, à l'Athénée, au Conseil d'État, aux Écoles, aux Chambres ; La parole partout, pour y dire quoi ? des sottises ! Qu'il faut nous soumettre aux anglais, adorer le monopole, accepter la féodalité industrielle, subir le despotisme propriétaire, les horreurs de la concurrence, la guerre des machines ! les fraudes du commerce ! ! ! Ah ! secte impure ! Je publierai vos noms » (*Carnets*, I, 269).

L'ombre de l'Angleterre plane sur les économistes : « Économisme, - traître au pays » (*Carnets*, I, 276), « Le Times dit que MM. Ortolan, Blanqui, Wolowski, Bastiat, Faucher, Garnier viendront à bout de leur tâche !... » (*ibid.*, II, 225).

Cependant, Proudhon se garda bien d'amalgamer tous les économistes et si « les Économistes prétendus de notre siècle sont tous incurablement routiniers, collecteurs de chiffres, faiseurs d'inventaires, commissaires priseurs, connaisseurs en m^{ises}. Ne savent le 1er mot de l'économ. polit. » (*ibid.*, I, 269), ils ne doivent pas faire oublier que « - Sur le milieu du 18e siècle, il y eut la secte des économistes. - C'était une secte de philanthropes, les physiocrates. - Aujourd'hui, les Économistes font toujours secte : mais c'est une secte d'ennemis du genre humain. Ce sont les malthusiens. Ils ont changé de nom, comme de tendances, de génie, de sentiments » (*ibid.*, III, 343). Enfin, à ses attaques contre le malthusianisme économique s'ajoute sa condamnation du malthusianisme démographique et du *moral restraint*. Les économistes deviennent *anthropophages*... « Cette opposition au libéralisme économique est habituelle dans son œuvre. Il écrit par exemple dans sa *Démonstration du socialisme* que la théorie du *laissez faire, laissez passer* aboutit "à l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'infanticide et à la misère". De même, il précise à Michel Chevalier que s'il répudie absolument le communisme, il ne veut pas davantage de l'Économie politique "telle que l'ont enseignée MM. Say, Rossi, Blanqui, Wolowski, Chevalier,

etc.” : En effet, le peuple a parfaitement compris que cette Économie “n’est que l’économie des propriétaires, dont l’application à la société engendre fatalement et organiquement la misère » (Pierre Haubtmann, *P.-J. Proudhon, sa vie et sa pensée*, Beauchesne, 1982, p.984, n. 124).

Les économistes convaincus de trahison, c’est au peuple que la science économique revient. La révolution sociale sera économique, et si les économistes ne peuvent cesser de légitimer le capitalisme, ce sera au peuple lui-même de faire de l’économie, de l’économie sociale. Ainsi exhorte-t-il le peuple : « Eh bien ! prolétaires : tout ce que les grands utopistes de l’humanité ne peuvent réaliser : cette énigme indéchiffrable en apparence, vous pouvez la résoudre le plus aisément, le plus infailliblement, le plus promptement du monde, si vous le voulez, à l’aide de vos bras, et de routines économiques. C’est dans l’Économie politique, cette théorie des pratiques propriétaires, qu’est le secret de votre affranchissement ; c’est avec elle que vous apprendrez, si vous le voulez, comment vous pourrez devenir libres, riches, égaux, et heureux autant que notre nature le comporte, comment vous pourrez conserver à tout jamais, sans police, sans guillotine et sans orateurs, la garantie du travail, du salaire et de la liberté ; comment enfin vous soumettrez le capital et la propriété, sans communisme et en conservant la plus parfaite indépendance, sans cotisation, sans avance de fonds ; et assurerez l’égalité et la fraternité à tout jamais. Il ne s’agit pour cela que d’opérer l’engrenage des grands ressorts économiques, c’est-à-dire de résoudre les contradictions de la science » (*Carnets*, I, 172).

C’est l’économie sociale, maîtrisée enfin, qui servira d’idée et de méthode à la Révolution. Les économistes ont développé les bases de la science révolutionnaire, ils ont essayé d’en changer les conclusions, puis de les masquer et enfin d’en écarter le peuple mais l’Économie politique ne peut rester une science de salon comme Proudhon le note dans ses *Carnets* : « On m’a beaucoup reproché de mêler la phie et l’econ. pol. à tout. Ce n’est pas ma faute. - Écon. pol et phil gens qui ont inventé la poudre, les balles, les boulets, les bombes et les obus, les fusils, les canons, et mortiers et veulent que cela serve à des expériences de cabinet. - Pas possible. - L’écon. pol. renverse tout cela » (*ibid.*, III, 390).

C’est donc le peuple et la révolution qui détermineront qui de lui ou des malthusiens a raison. La grande sanction est là ! : « Laissez venir, laissez venir la grande coalition ouvrière, formée par la baisse générale des prix et l’exclusion du capital. Et vous verrez. [...] Laissez poindre le fait ! laissez-lui le temps de réfuter les grands hommes de la finance ! Laissez la pratique ouvrière réfuter les sarcasmes de Thiers et consorts » (*ibid.*, III, 149).

Cette vérification passe donc, bien plus que par les mots, par le fait : « la Banque du peuple, c’est le fait démonstratif que je me propose d’opposer aux économistes qui nous gouvernent : La Banque du peuple démontrera qui a raison, d’eux ou de moi » (*ibid.*, III, 163).

Ainsi, après un court rapprochement avec les économistes, qui se poursuivra avec certains d’entre eux comme Joseph Garnier, Proudhon leur opposera une critique constante puisant sa source dans les fondements même de l’Économie politique : « J’étudie l’Économie politique ou Économie sociale, depuis environ 12 ans. Je suis de ceux qui n’admettent point après avoir lu les auteurs que la science soit fondée ; je déclare n’avoir vu dans les écrivains les plus célèbres qui en ont parlé, que des compilateurs sans méthode, sans logique, sans philosophie, et bien souvent hélas ! sans génie. Je reconnais volontiers que le bon désir et même l’intelligence ne leur a pas manqué : mais j’ai vu que ces hommes, à force de chercher le positif de la société, sont tombés dans l’immobilisme et la routine, et ont méconnu le progrès [...]. À la rudesse près de l’expression, j’en suis aujourd’hui, sur les économistes, au jugement que j’ai porté en 1840, j’aurai qq. chose à y ajouter encore : j’ai peine à les disculper du reproche de mauvaise foi » (*ibid.*, III, 338-339).

Cependant, si le jugement de Proudhon sur les économistes est tranché, celui des économistes à l’égard de Proudhon ne l’est pas moins. Le rejet est quasi unanime. Il faut dire que, de Marx à Walras, on cherche à produire un discours économique exempt de toute dérive morale qui ne peut tolérer l’affirmation proudhonienne selon laquelle « Ce qui est juste, à plus forte raison est utile ; Ce qui est utile, à plus forte raison est vrai ; Ce qui est vrai, à plus forte raison est possible ; Conséquemment, tout ce qui sort du possible sort donc par là même de la vérité, de l’utilité, de la justice. Donc, a priori, on peut juger de la justice d’une chose par son impossibilité ; en sorte que si

cette chose était souverainement impossible, elle serait souverainement injuste » (*Prem. Mém.*, 243).

De plus, l'approche libérale affirme tout autant la force de la régulation marchande que le droit de propriété qui rend le propriétaire d'une chose par nature, propriétaire du service de cette chose. Or, pour Proudhon, le service de la chose est une abstraction visant à masquer le vol capitaliste. « Le travail produit, le capital vaut » (*Contr. éco.*, I, 113). Si les choses ne produisent rien, ceux qui les possèdent n'ont aucun droit sur la production. La rupture avec la pensée libérale est consommée. Il faut bien se rendre compte que dès sa lecture des économistes dans les *Cahiers de lecture*, c'est cette question qui est première et c'est elle qui charpente et ses lectures et ses écrits. Les questions de la légitimité de l'échange marchand, du profit de monopole ou autres ne sont que secondes et ne sont développées que tant qu'elles ne remettent pas en cause la question centrale de l'illégitimité et de l'impossibilité du droit de propriété (aubaine).

Ainsi, Proudhon ne se pose jamais en adversaire de l'économie marchande dans laquelle, selon l'image de Say, des produits s'échangent contre des produits mais comme contempteur du capitalisme dans lequel l'accumulation de richesses se fait selon un cycle sans fin fondé sur l'illusion de la productivité du capital.

Il y a donc deux ruptures majeures avec la pensée libérale. La première est l'insertion de la problématique de la justice dans la pensée économique. La seconde, qui en découle, est la remise en cause viscérale du droit de propriété.

On reproche souvent à Proudhon ses tergiversations mais ce qui trouble sa lecture est tout autant sa cohérence. La pensée proudhonienne est un bloc et il faut la prendre comme telle. En ce sens Proudhon n'est pas un réformiste. Il ne connaît pas la *realpolitik*. Il ne transige pas avec les *lois réelles*. Ainsi, il désarçonne le lecteur non averti.

Comment ce socialiste épris de morale peut-il s'opposer au syndicalisme ? Aux ateliers nationaux ? À l'éducation gratuite et publique ? Pour comprendre cela il faut accepter l'idée que notre auteur n'est fondamentalement pas un social-démocrate. Il ne désire pas contrebalancer le déséquilibre propriétaire en instituant un autre déséquilibre compensateur étatique. Il édicte les règles qui doivent permettre de libérer l'économie marchande du capitalisme comme de l'État et affirmer l'égalité de tous. À partir de là, les questions de l'instruction, de l'impôt progressif, de l'héritage... sont traitées *in abstracto* en supposant une société libérée de l'aubaine. Bien évidemment, si on oublie le théoricien de la propriété ces prises de positions peuvent apparaître incompréhensibles voire ultralibérales. Mais, il ne s'agit pas pour Proudhon de soulager la misère mais d'affirmer un ordre juste dans l'humanité. Ainsi chacune de ses prises de position doit être lue en gardant à l'esprit que l'aubaine a disparu et que les individus sont libres, égaux et informés.

Si la Révolution doit être pensée dans toutes ses dimensions (politique, juridique, sociale et économique), seule l'économie semble mettre à disposition les leviers d'une Révolution pacifique car s'il existe une triple aliénation politique, idéologique et économique, le cœur du problème reste économique. L'économie capitaliste est en effet perçue comme une économie dévoyée, par nature instable et ne pouvant se maintenir dans cet état de déséquilibre permanent que par la force politique de l'État et la force idéologique de l'Église. Plus l'économie se développe, plus son déséquilibre pèse socialement et les poids de l'État et de l'Église se renforcent.

Ainsi, l'impossibilité de l'infrastructure capitaliste, impose la nécessité d'une superstructure forte tant sur le plan législatif, ou exécutif, que sur le plan idéologique, ou religieux : « Dieu en religion, l'État en politique, la propriété en économie, telle est la triple forme sous laquelle l'humanité, devenue étrangère à elle-même, n'a cessé de se déchirer de ses propres mains, et qu'elle doit aujourd'hui rejeter » (*Contr. éco.*, I, 389).

Après avoir attaqué cette superstructure avec ses propres lois et sa propre logique, Proudhon poursuit sa dénonciation de l'*injustice* capitaliste par une critique de l'économie politique, à la fois d'une façon théorique, visant à mettre en évidence les *lois réelles* des rapports économiques, et d'une façon plus générale, en dégagant la logique intrinsèque du développement de cette économie vers sa faillite.

La Révolution ne peut donc se réduire à une simple *prise d'armes* (Auguste Blanqui), qui n'aboutirait qu'à un maintien au pouvoir par les armes consacrant une nouvelle dictature, inacceptable par nature, fût-elle une dictature du prolétariat.

Les outils qu'a forgés la science économique classique ne sont pas intrinsèquement ceux de l'exploitation et peuvent donc être compris, analysés et redressés pour construire une économie socialiste qui, certes, s'appuierait sur un nouveau droit, une nouvelle organisation politique, de nouvelles règles sociales, mais qui permettrait de laisser les lois réelles de l'économie politique s'exprimer.

La Révolution française en instituant la liberté et l'égalité juridique et politique s'est arrêtée à mi-chemin et la Révolution économique reste à faire : « Travaillons pour l'avenir. Décrivons la Révolution ; elle arrivera quand elle pourra. Encore faut-il qu'on la connaisse, si on veut qu'elle vienne » (*Carnets*, IV, 243).

On ne peut lire Proudhon en oubliant le fait essentiel que pour lui, c'est à l'appropriation privée des moyens de production que revient la responsabilité de « l'insociabilité essentielle des rapports de production » (Pierre Ansart, *Sociologie de Proudhon*, PUF, 1969, p.37), cause première des dysfonctionnements économiques et sociaux dans l'échange (production, consommation, valeur, ...), comme dans l'organisation (soumission du travail au capital, répartition inégalitaire des richesses, ...), se cristallisant socialement dans l'antagonisme des classes. L'origine première des contradictions économiques, comme des antagonismes sociaux, se résume dans l'accaparement propriétaire. Trop de socialistes n'ont su dépasser l'accusation systématique des errances du marché et de l'exploitation des travailleurs ; or cette démarche revient à prendre l'effet pour la cause, et plus encore, à condamner l'économie là où il s'agit de la socialiser. La Révolution ne peut créer de rien ; elle doit être, à la fois, destruction et conservation. C'est à la science sociale qu'il revient de la préparer, de la définir, de l'annoncer, d'en donner une *Idee générale* ; il lui faut reconnaître les *lois réelles* dont des formes partielles ou biaisées (Pierre Ansart, *Marx et l'anarchisme*, PUF, 1969, p.190) apparaissent dans la *société officielle*. Seule la théorisation scientifique de ces lois permettra de comprendre les errances passées mais aussi les conditions, les moyens et le but de la Révolution. Ainsi l'analyse des mécanismes de l'Économie politique doit permettre un redressement de l'économie. Marx, avec toute sa force analytique, construit une critique de l'économie politique dans laquelle tout fait système et où chaque élément finit par être corrompu par l'économie capitaliste. La puissance de sa critique a pour revers de laisser le philosophe démuné économiquement dans la construction de son économie sociale. À l'opposé, Proudhon affirme la réalité d'une économie naturelle dévoyée par le capitalisme et dont les lois naturelles sont observables par delà les perversions du capitalisme. L'arsenal économique reste donc à disposition pour que son socialisme ne se construise pas sur une économie utopique.

Alors Proudhon libéral ou non... Comme d'habitude, la question ne se pose pas et Proudhon reste inclassable. À chaque époque on a cherché à montrer l'actualité de Proudhon en le décrivant comme un précurseur de la pensée dominante du moment. Ainsi insista-t-on sur ses dimensions, pré-marxiste dans les années 1960, pré-keynésienne dans les années 1970 et libérale plus récemment... La coexistence de toutes ces approches dans la pensée proudhonienne rend l'exercice tentant, ne serait-ce que pour raccrocher cette pensée inconfortable à un cadre familier. Cependant, Proudhon, deux siècles après sa mort, se dérobe résolument face à tout enfermement dans une quelconque orthodoxie. Au bout du compte, ces ancrages possibles et provisoires dans telle ou telle tradition permettent essentiellement de mesurer la difficulté à l'assimiler à telle ou telle autre. Mieux, après avoir longtemps souligné l'hétérodoxie des analyses proudhoniennes, les économistes gagneraient peut-être à faire crédit à Proudhon d'avoir réalisé, *par anticipation*, les prémisses de cette « synthèse encore inconnue » (*Carnets*, I, 161) de pensées économiques généralement considérées comme parfaitement incompatibles.

Cependant, il reste troublant de constater que le pourfendeur de la propriété ait pu, et ce, de son vivant, être considéré comme un libéral par les conservateurs eux-mêmes (voir par exemple l'article de Léonce de Lavergne du 15 juin 1848, "Du libéralisme socialiste - Les écrits de M. Proudhon", *Revue des Deux Mondes*, T.22, p.842-863). Louis Reybaud écrit ainsi dans l'article "socialistes" du

Dictionnaire de l'Économie politique : « Faut-il ranger M. Proudhon parmi les socialistes ? C'est l'opinion commune, et pourtant on éprouve quelque peine à y déférer. [...] c'est un socialiste bien étrange que celui dont la tâche la principale et la mieux remplie consiste à ne rien laisser debout ni de leurs systèmes, ni de leurs arguments, et à s'échauffer contre eux jusqu'à l'invective. Il est vrai que M. Proudhon se montre pris de rage contre la propriété et l'a brutalement assimilée à un vol. [...] M. Proudhon [...] n'est commode pour personne, pas plus pour ses adversaires que pour ses amis » (Louis Reybaud, « socialistes », *Dictionnaire de l'Économie politique*, Guillaumin, 1853, II, p.635). Sans doute, Louis Reybaud visait-il juste... Proudhon peut partager beaucoup d'éléments avec beaucoup d'Écoles mais il regimbe systématiquement face à un de leurs piliers fondateurs. Que faire de ce socialiste qui ne cesse d'affirmer la propriété privée comme garantie de la liberté face l'État ? Qu'est-ce donc que ce libéral qui conteste le droit de propriété sur le service de son capital ? Et pourtant, utilisant les armes des uns contre les autres, il oscille sans cesse entre un socialisme scientifique, s'organisant autour d'une analyse critique du capitalisme, et un libéralisme utopique où l'économie marchande réconciliée avec elle-même et avec la Justice pourrait se passer de toute régulation extérieure. En bon dialecticien, c'est cette tension qui le fait avancer. Mais sauver le marché du capitalisme est un projet qui le met définitivement en porte-à-faux vis-à-vis de la pensée socialiste dominante comme de la pensée libérale. Il se situe résolument dans un ailleurs épistémologique qui accepterait la Justice comme critère. Peut-être est-ce pour cela qu'il a été oublié et qu'il est aujourd'hui si précieux. Ainsi, après avoir cherché en vain des réponses économiques ou politiques au capitalisme, on se reprend à penser à Proudhon qui osait affirmer, il y a 170 ans, que la réponse au problème économique que pose le capitalisme est sans doute d'abord juridique et qu'il ne sert à rien de détailler les mécanismes économiques si le droit économique qui soutient le système n'est pas juste.

La révolution sociale ou socialiste ne consiste donc pas à révolutionner la routine économique, à supprimer le marché, à collectiviser la production, mais à se poser la question de ce droit de propriété qui, inoffensif jadis (anarchie industrielle), a permis le basculement de l'économie marchande dans le capitalisme (féodalité ou empire industriels). C'est donc à la construction d'une nouvelle société marchande anticapitaliste (république industrielle) que nous invite Proudhon (*Manuel du spéculateur à la Bourse.*, Garnier, 4ème édition, Préface).

Thierry Menuelle

Renvois : Aubaine, Contrat, Crédit, Mutuellisme, Propriété, Valeur.